

G 20 - dernier tango à Buenos Aires

Auteur : Guillaume Berlat

« *S'il fallait dire la messe que pour des anges, le prêtre la dirait devant des bancs* » (Julien Green). Ce qui vaut pour la religion vaut également pour la diplomatie. Les grands-messes internationales traditionnelles de cette fin d'année 2018 n'échappent pas à la règle. Les 30 novembre et 1er décembre 2018, vingt grands de la planète se retrouvent pendant deux jours à l'occasion d'un G20 dans la capitale argentine pour tenter de résoudre quelques-uns des grands problèmes de la planète (commerce international, réchauffement climatique...) dans un contexte particulièrement tendu (guerre froide commerciale sino-américaine, tensions russo-ukrainiennes, rôle de l'Arabie saoudite dans la guerre au Yémen¹ et dans l'assassinat de Jamal Khashoggi...). Sans parler du désintérêt croissant du 45ème président des États-Unis, Donald Trump pour tout ce qui respire de près ou de loin le multilatéralisme et la diplomatie. Enceinte de concertation économique et financière créée à la faveur des crises des années 1990, le G20 (à l'instar du G7) se transforme petit à petit en enceinte de confrontation, parfois de pugilat. Le temps n'est plus à la coopération et au compromis, il est à la coercition et à la sanction. Le temps n'est plus au multilatéralisme, il est au bilatéralisme. Le temps n'est plus à l'apaisement, il est à l'anathème. Que pouvait-on attendre de concret d'une réunion se déroulant dans une atmosphère particulièrement lourde si ce n'est une rencontre chaotique en dépit de l'adoption d'une déclaration commune au forceps ? En dernière analyse, le moins que l'on puisse dire est qu'elle fut particulièrement improductive.

UNE ATMOSPHÈRE PARTICULIÈREMENT LOURDE

Force est de constater est que cette réunion du G20 de Buenos Aires au niveau des chefs d'État et de gouvernement ne se déroule pas sous les meilleurs auspices tant au niveau de la situation dans le pays hôte, l'Argentine qu'au niveau de la crispation des relations entre les principaux acteurs de ce grand « *happening* ».

Une Argentine fortement secouée par une crise intérieure

À Buenos Aires, l'atmosphère n'est pas à la fête bien que ce soit la première fois que l'Amérique du sud accueille un G20. La tension est palpable dans la capitale argentine. Des organisations sociales manifestent dans les rues, brandissant des pancartes sur lesquelles on peut lire : « *Dehors le G20 ! Dehors le FMI !* ». L'atmosphère est à la grogne. Les manifestants dénoncent le chômage, la pauvreté, les conséquences des plans du FMI... À tel point que le président Mauricio Macri, qui espère redorer son blason grâce à ce grand raout, en appelle à la médiation du prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel pour instaurer un dialogue avec les opposants². Il est vrai que, pendant ce temps-là et à plusieurs dizaines de milliers de kilomètres de l'Argentine, d'autres vêtus de « *gilets jaunes* » scandent près des Champs-Élysées : « *Macron démission* » lors d'un « *Black Saturday* » qui restera inscrit dans la mémoire collective. Mais, notre « *président des riches* », sourd et de plus en plus isolé – celui qui dit ne jamais commenter l'actualité intérieure française à l'étranger mais fait le contraire – encense dans le quotidien *La Nación* le président argentin qui « *a décidé de ne pas céder à la facilité, et veut transformer en profondeur l'économie argentine... Mais de telles transformations sont impopulaires, en particulier au début, lorsque les coûts sont visibles sans que les résultats soient encore tangibles. Il faut savoir maintenir le cap* »³. Comme dirait l'autre, suivez mon regard ! Et, miracle, l'Assemblée nationale française vote l'interdiction de la fessée, marquant ainsi son total décalage avec les préoccupations des citoyens. Brigitte Macron entreprend des travaux pharaoniques à l'Élysée en

dépoussiérant les 365 pièces de l'hôtel d'Evreux⁴. C'est le contribuable qui n'en peut mais qui paiera. Sur la scène internationale, les choses ne sont guère réjouissantes en cette fin d'année chaotique et pleine de dangers de toutes sortes.

Une gouvernance internationale chahutée par les États-Unis

Alors que le monde a besoin de calme, de sérénité, de coopération pour essayer de surmonter les dissensus et les crises auxquels il est confronté, c'est l'emballement, la nervosité, la confrontation qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé dans le concert des nations. De toutes parts, les invectives et les menaces fusent. La voix traditionnelle des diplomates pèse de moins en moins face à la diplomatie compulsive du Tweet. Depuis, et même avant, sa prise de fonctions à la Maison Blanche, Donald Trump met en pratique son slogan de campagne « *America First* ». Au fil des mois, il déchire systématiquement les accords internationaux conclus par ses prédécesseurs pour marquer sa volonté de rupture avec le monde d'hier dont il n'a cure. Et la liste des textes, qu'il considère comme de vulgaires chiffons de papier destinés au classement vertical de l'Histoire, ne cesse de s'allonger : accord de Paris sur le climat, accord de Vienne sur le nucléaire iranien, traité FNI, ALENA (renégocié et signé) ... Les institutions internationales ne trouvent pas grâce à ses yeux : ONU dont il réduit sa contribution, OTAN qu'il juge « *obsolète* », OMC qui dessert les intérêts américains au profit de ceux de la Chine, APEC aux réunions desquelles il se fait représenter par Mike Pence, Union européenne⁵ qu'il voudrait voir disparaître, G7/G20 qui s'accroche à une mondialisation désuète dont le grand bénéficiaire est la Chine (Cf. le retrait de son accord au communiqué commun lors du G7 de La Malbaie au Québec des 7 et 8 juin 2018) ... Donald Trump estime qu'il perd inutilement son temps avec de telles pantalonades. Il participe épisodiquement aux séances de ce G20. Tout juste, ces grandes messes présentent-elles un intérêt, celui de rencontrer ses homologues sur le même lieu (Cf. son dîner de travail avec le président Xi Jinping). Le temps est désormais au rapport de force, au « *deal* » de maquignon, au bilatéralisme à l'ancienne. En dépit de leurs généreuses pétitions de principe, force est de constater que nombre de partenaires (Allemagne, Russie, voire France jupitérienne) se prêtent volontiers au jeu du bilatéralisme et de l'égoïsme national. Chacun pour soi et les vaches seront bien gardées, nous rappelle l'adage populaire. Mais, cela plus chic de clamer à la face du monde son attachement indéfectible à un multilatéralisme moribond. C'est dans cet environnement dégradé que se déroule l'action. Dans ces conditions que pouvait-on raisonnablement attendre de tangible, de concret de ce G20 de Buenos Aires ? Rien ou presque rien pour baisser la tension et reconstruire un minimum de confiance entre les principaux acteurs de la planète. Si ce n'est un vulgaire bout de papier qui a pour nom communiqué ou déclaration commune.

UNE RÉUNION PARTICULIÈREMENT CHAOTIQUE

Si jusque dans un passé encore récent, le G20 a pu jouer son rôle d'instance de concertation sur les grands problèmes économiques du monde, il est clair qu'il est aujourd'hui paralysé par les dissensions, les oppositions entre ses membres et par le cavalier seul américain dans ses diverses croisades contre le commerce international et contre la protection de l'environnement.

Une structure de réaction aux crises économique et financière

Le Groupe des vingt (G20) est un groupe composé de dix-neuf pays et de l'Union européenne dont les ministres, les chefs des banques centrales et les chefs d'État se réunissent annuellement. Il a été créé en 1999, après la succession de crises financières dans les années 1990. Il vise à favoriser la concertation internationale, en intégrant le principe d'un dialogue élargi tenant compte du poids économique croissant pris par un certain nombre de pays. Le G20 représente 85 % du commerce mondial, les deux tiers de la population mondiale et plus de 90 % du produit mondial brut (somme des PIB de tous les pays du monde). Le 15 novembre 2008, pour la première fois de son histoire, les chefs d'État ou de gouvernement se sont réunis. Le G20 se décline sous trois formes : les G20

regroupant des chefs d'État et de gouvernement, les G20 finance regroupant les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales et, depuis les 20-21 avril 2010, des G20 sociaux, réunissant les ministres de l'emploi⁶. Le G20 est avant tout une enceinte de dialogue dont les décisions ne sont pas juridiquement contraignantes. Ses dirigeants se sont réunis pour la première fois pour trouver une solution face à la crise financière de 2008. Il s'agissait de faire dialoguer de manière informelle les principales économies de la planète (85% du PIB de la planète) et de tenter de rechercher des compromis sur les grands défis économiques mondiaux. Et, l'exercice se poursuit au fil des ans comme aujourd'hui en Argentine au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Mais, le soufflé est retombé tant l'Amérique ne veut plus jouer au jeu de l'amour et du hasard.

Une structure d'inertie face à la grave crise de gouvernance actuelle

À l'heure de Donald Trump, l'exercice le plus périlleux d'une réunion comme celle du G20 des grands-messes internationales relève de la mission impossible : la rédaction d'un communiqué commun, sorte de profession de foi censée engager tous les États participants. On mesure la difficulté de l'exercice si l'on sait que ce texte, comme les déclarations sur certains sujets spécifiques fait l'objet de longues et d'interminables négociations entre experts (dans le jargon, les « *sherpas* », conseillers diplomatiques des chefs d'État et de gouvernement). Difficulté multipliée par l'intransigeance américaine sur des sujets tels que le commerce et le climat, pour ne prendre que les plus emblématiques⁷. À l'heure d'un bras de fer entre Donald Trump et Xi Jinping sur les questions commerciales⁸, la tâche relève du rocher de Sisyphe. Il suffit de garder en mémoire les blocages américains sur les communiqués communs du G7 de la Malbaie et de l'OCDE, tout comme le sommet de l'APEC. L'Amérique de Donald Trump ne participe pas à ces sommets, animée d'un esprit de compromis. Elle vient pour y défendre ses intérêts bien compris. Un point, c'est tout ! Qu'on se le dise dans les chancelleries occidentales... À l'heure de la recomposition de l'ordre géopolitique, du changement de rapports de force entre puissances, de l'érosion du modèle occidental et de l'influence européenne dans le monde, de l'affaiblissement de la démocratie⁹, le G20 aurait pu servir d'instance d'échange de vue sérieux et de recherche de compromis bénéfiques pour tous. Or, il n'est rien. Bien au contraire, les tensions sont ravivées, les antagonismes exacerbés, le multilatéralisme fissuré surtout lorsque l'Assemblée générale de l'ONU s'arc-boute sur un problématique pacte sur les migrations¹⁰. On l'aura compris, le temps n'est pas propice au multilatéralisme quoi que déclame Emmanuel Macron lors de ses interventions devant l'Assemblée générale de l'ONU, la troisième semaine du mois de septembre. Au mieux, l'enceinte multilatérale sert de lieu privilégié de rencontres bilatérales traitant de vrais sujets avec de véritables enjeux. Comment imaginer parvenir à des résultats concrets dans un tel contexte aussi abîmé, y compris avec l'arrivée tardive d'Angela Merkel ? La diplomatie multilatérale n'a jamais été le terrain privilégié des miracles. Le Quai d'Orsay n'a pas encore été déménagé à Lourdes et l'hôtel du ministre sur les bords de la Seine n'est pas encore la grotte de Massabielle !

UNE RÉUNION PARTICULIÈREMENT IMPRODUCTIVE

Quoi qu'en dise Emmanuel Macron, l'adoption d'un communiqué commun ne fait pas le succès d'une conférence. Loin de là. Nous n'en prendrons qu'un exemple, le texte adopté lors de la COP21.

Un consensus a minima pour sauver la face.

L'unilatéralisme de Donald Trump a, une fois de plus, forcé le sommet du G20 à adopter un consensus minimal, qui traduit des rapports de force de plus en plus inflexibles. Ce qui en soit est un exploit mais dont il ne faut pas surestimer l'importance. La dentelle diplomatique traduit souvent l'impossibilité de faire émerger un accord sur la substance. Finalement, une « *déclaration des dirigeants du G20* » sur un « *consensus pour un développement équitable et durable* » a été adoptée le 1er décembre

2018 à Buenos Aires. Sur le commerce – pomme de discorde entre les États-Unis et l'Union européenne qui négocie au nom des Vingt-Sept États membres – les Européens ont fait une concession aux Américains en acceptant de rayer du texte le mot « *protectionnisme* ». L'Union européenne, comme les autres participants acceptent « *la réforme nécessaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)* ». Même s'ils n'ont pas forcément les mêmes objectifs en tête, l'Union européenne, les États-Unis et la Chine sont en effet d'accord pour adapter l'OMC à l'économie du XXI^e siècle. Les « *Vingt* » s'engagent à faire le point sur l'avancée de ce dossier lors du prochain Sommet, l'année prochaine à Osaka au Japon. C'est ce que l'on appelle botter en touche. Faute de trouver un accord aujourd'hui, on renvoie la patate chaude à des lendemains qui chantent. Signe patent d'une impuissance structurelle du G20 à jour son rôle d'amortisseur des chocs. Que ne ferait-on pas pour sauver les apparences ?¹¹ Pour leur part, les Américains acceptent de faire figurer « *la reconnaissance de la contribution du système de commerce international* » à la croissance et la création d'emplois. Dans un grand élan de lyrisme diplomatique, Emmanuel Macron parle même d'un « *soutien unanime au multilatéralisme* ». Diantre ! Sur le climat, l'autre grand sujet qui fâche Trump contre le reste du monde, le constat de la division est marqué noir sur blanc. D'un côté, « *les signataires de l'accord de Paris* » (à la COP21 en 2015) « *s'engagent à sa pleine mise en oeuvre* ». Conserver une mention de l'accord de Paris était « *notre ligne rouge* », rappelle Emmanuel Macron. Le communiqué appelle au succès de la nouvelle conférence de l'ONU sur le climat (COP24) qui débute le 3 décembre 2018 à Katowice en Pologne et fait référence au dernier rapport alarmiste du GIEC sur les impacts du réchauffement. De l'autre, les États-Unis « *réitèrent leur décision de s'être retiré de l'accord de Paris* ». Au passage, les ONG écologiques soulignent que les rejets de gaz à effet de serre de 15 pays du G20 – dont la France – augmentent.

Un dissensus a maxima pour masquer la déroute

Le multilatéralisme ne sort pas grandi de cette festivité à grand spectacle. Brigitte Macron serait désormais la coqueluche des médias argentins. Revenons à nos moutons. Si l'on prend en minimum de hauteur par rapport à l'évènement et l'on analyse de près le contenu de la déclaration commune de six pages, adoptée à Buenos Aires, on peut affirmer sans grand risque d'erreur que Donald Trump a peu ou pas concédé alors que ses homologues, Union européenne en premier lieu, sont allés à Canossa pour pouvoir exciper de l'existence d'un accord dont l'avenir est plus qu'incertain. En quittant le sol argentin, il n'est engagé à rien. On croit rêver lorsque l'on entend dire que, face aux coups de boutoir que Donald Trump porte au multilatéralisme (Cf. le discours de Mike Pompeo devant le German Marshal Fund à Bruxelles le 6 décembre 2018 au cours duquel il s'est livré à une violente charge contre le multilatéralisme¹²), les diplomates européens se réjouissent d'avoir conservé la mention d'un « *ordre international fondé sur des règles* » qu'il convient d'améliorer pour s'adapter à « *un monde en transformation rapide* ». Toutes choses qui ne veulent strictement rien dire de concret. Faute de pouvoir s'accorder sur la substance, on joue sur les mots pour faire illusion. Quant à Jupiter, il se livre à un exercice futile de philosophie des relations internationales ! Interrogé sur l'utilité de ces grandes messes que sont les sommets du G20, Emmanuel Macron propose de « *raisonner par l'absurde* ». Que nous dit-il ? « *Si l'on ne se coordonnait pas* », ce serait « *à coup sûr l'état de guerre, état de guerre, commerciale ou pas* ». Le président français, qui ne perd pas dans sa ligne de mire les élections européennes estime que « *le grand message de ce sommet c'est que l'Europe se fait entendre quand elle est ferme et unie* ». Or, la réalité est tout autre. Si les diplomates sont parvenus à échafauder un texte de consensus, Donald Trump a continué à mépriser le travail collectif en « *séchant* » la séance de l'après-midi consacré au commerce et à la fiscalité. Il a par ailleurs annulé sa conférence de presse, officiellement pour ne pas offenser la famille Bush après le décès de l'ex-président George Bush. Tandis qu'Emmanuel Macron allait regagner la France 11.000 km de Buenos Aires et sa capitale saccagée par les « *gilets jaunes* », Donald Trump se préparait à son dîner « *très*

important » avec Xi Jinping. Nous sommes au cœur du problème de l'avenir de la gouvernance mondiale. Le bilatéralisme sort lui conforté de ce grand spectacle diplomatique. Dans quel cadre se règle, du moins en partie et provisoirement pour ce que nous en savons, le sérieux différend entre Pékin et Washington sur les questions commerciales ? Dans les cadres des travaux du G20 ? Certainement pas. Il se négocie lors d'un dîner de travail entre les deux délégations conduites par leur chef d'État. Ni plus, ni moins. Lors de ce dîner de travail, Donald Trump et Xi Jinping ont trouvé un accord pour ne pas appliquer de nouveaux droits de douane après le 1er janvier 2019. Une rencontre infructueuse aurait débouché sur un durcissement de la guerre commerciale lancée par le président américain : l'imposition de nouvelles taxes, le 1er janvier 2019, sur les importations en provenance de Chine, qui aurait été probablement suivie par des mesures de rétorsion de Pékin. Cette nouvelle escalade n'aura pas lieu, du moins pas pour le moment. A l'issue de la rencontre, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils renonçaient à ce nouveau volet de taxes. De son côté, la Chine s'est engagée à augmenter ses achats de produits américains, notamment agricoles et énergétiques, alors que Donald Trump s'est toujours montré extrêmement sensible à l'ampleur du déficit commercial enregistré avec Pékin. Xi Jinping a aussi accepté d'ouvrir des discussions sur une série de points sensibles, soulevés jusqu'ici sans succès par les administrations américaines successives : le respect de la protection de la propriété intellectuelle, l'ouverture de son marché intérieur, ou encore les transferts forcés de technologie pour les entreprises étrangères installées en Chine. Soucieux manifestement de ménager son interlocuteur, alors que l'économie de son pays semble plus durement impactée par les effets des taxes américaines que celle des Etats-Unis par les ripostes chinoises, le président Xi a consenti en outre, selon la Maison Blanche, « un geste humanitaire merveilleux », en acceptant de mieux contrôler un opioïde produit notamment sur son territoire, le fentanyl, qui fait actuellement des ravages aux Etats-Unis¹⁴. Sur le front russe, Donald Trump n'a pas souhaité rencontrer son homologue, Vladimir Poutine pour marquer son désaccord après la montée des tensions en Crimée. Il a indiqué qu'il espérait pouvoir organiser une deuxième rencontre avec son homologue nord-coréen, Kim Jong-un en janvier ou en février 2018. En marge du sommet, Donald Trump s'est entretenu avec son homologue sud-coréen Moon Jae-in. Les deux hommes ont « réaffirmé leur engagement de parvenir à une dénucléarisation finale et totalement vérifiée » de la Corée du Nord, a déclaré la porte-parole du président américain, Sarah Sanders. La média(o)cratie tient toujours le haut du pavé. Voici ce que nos sérieux folliculaires nous narrent dans leurs gazettes. Ce ne sont que des petits moments interceptés par les caméras et les photographes lors de cette « *photo de famille* » qui n'a jamais aussi mal porté son nom. Les Vingt se devaient de poser tous ensemble pour respecter la tradition. Mohammed Ben Salman voit passer devant lui Donald Trump, qui lui décoche un sourire en coin, mais surtout le Turc Erdogan, sans un regard pour lui. MBS baisse les yeux, humilié. Quelle revanche donc lorsque, quelques minutes plus tard, le prince héritier saoudien entre dans la salle immense du sommet et tombe sur Vladimir Poutine, qui lui tend la main en l'air comme pour mieux la claquer. Ces deux-là ne sont pas des basketteurs qui viennent de marquer un point mais deux grands producteurs de pétrole, deux guerriers – l'un en Ukraine et l'autre au Yémen -, deux autocrates dont les opposants se font tuer sans scrupule par des commandos aux méthodes effroyables. Le président Macron ne joue pas dans la même cour. Lorsqu'il s'attarde quelques minutes avec MBS, on entend le chef de l'État français lui dire « *je suis inquiet* », avant de lâcher, raide, « *vous ne m'écoutez jamais* ». Extraits d'un échange qui illustre toute la tension qui règne désormais dans cette enceinte où les grands principes et les promesses ne semblent plus vouloir dire grand-chose¹⁵. Il faudra s'en souvenir à l'avenir... « *Le véritable doute consiste à douter de tout, y compris du bien-fondé de ce doute* » (Descartes). Une fois de plus, ce sommet démontre que l'on ne donne pas à boire à un âne qui n'a pas soif ! Ceux qui sont théoriquement chargés de réformer la gouvernance mondiale en sont les meilleurs fossoyeurs¹⁶. Les Européens, Emmanuel Macron en tête, devraient commencer à tirer les leçons de tous ces sommets inutiles en changeant

leur logiciel du monde d'hier pour l'adapter au monde de demain. Faute de quoi, leur navire continuera de filer sur l'iceberg à la manière du Titanic. L'Union européenne est un organisme affaibli, miné de l'intérieur. On peut parler à son propos d'une véritable crise existentielle tant le fossé entre les élites et les populations ne cesse de se creuser au fil des années. Il faut prendre le monde de ce début du XXI^e siècle tel qu'il est et non tel que l'on voudrait qu'il soit. « *Le jeu international est devenu beaucoup plus diversifié et mouvant, notamment, en raison de la multiplicité des acteurs et des sujets* »¹⁷. Le monde est aujourd'hui confronté à la fin des certitudes, à son incapacité à dégager du sens, une direction, une tendance dans l'épais brouillard de signaux contradictoires auxquels il est confronté. Même si l'imprévisibilité du monde est dans l'ordre des choses, il importe de tenter de l'anticiper pour mieux en atténuer les conséquences négatives. Voici ce que l'on pouvait dire de ce G20 frappé du risque d'obsolescence qui avait toutes les allures d'un dernier tango à Buenos Aires.

1 Georges Malbrunot, *Les victimes oubliées de la guerre du Yémen. Dans le Yémen en guerre, l'interminable calvaire de la population civile*, Le Figaro, 30 novembre 2018, pp. 1-2-3.

2 Louise Michel, *L'Argentine en crise accueille le G20*, Le Figaro, Économie, 30 novembre 2018, p. 25.

3 Christine Legrand/Marie de Vergès, *Macron loue les réformes « impopulaires » de Macri en Argentine*, Le Monde, 1^{er} décembre 2018, p. 3.

4 Cédric Pietralunga, *À l'Élysée, coup de jeune sur les ors de la République. Brigitte Macron veut dépoussiérer les 365 pièces de l'hôtel d'Evreux*, Le Monde, 1^{er} décembre 2018, pp. 14-15.

5 Isabelle Lasserre, *La diplomatie d'Emmanuel Macron peine à s'imposer en Europe*, Le Figaro, 30 novembre 2018, p. 8.

6 https://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_des_vingt

7 Marie de Vergès, *Un périlleux communiqué commun*, Le Monde, Économie & Entreprise, 30 novembre 2018, p. 4.

8 Marie de Vergès/Gilles Paris, *Au G20, l'heure de vérité entre Pékin et Washington*, Le Monde, Économie & Entreprise, 30 novembre 2018, p. 4.

9 Isabelle Lasserre, *La diplomatie d'Emmanuel Macron peine à s'imposer en Europe*, Le Figaro, 30 novembre 2018, p. 8.

10 Éric Ciotti, *Le pacte sur les migrations de l'ONU : vers un droit à l'immigration opposable*, Le Figaro, 30 novembre 2018, p. 20.

11 Gilles Paris/Marie de Vergès, *Au G20 de Buenos Aires, un sommet pour sauver les apparences*, www.lemonde.fr, 1^{er} décembre 2018.

12 Isabelle Lasserre, *Pompeo théorise la fin du multilatéralisme*, Le Figaro, 7 décembre 2018, p. 12.

13 Gilles Paris/Marie de Vergès, *Fragile trêve entre les États-Unis et la Chine*, Le Monde, 4 décembre 2018, p. 2.

14 Gilles Paris, *La Chine et les États-Unis s'entendent sur une trêve dans leur guerre commerciale*, www.lemonde.fr, 2 décembre 2018.

15 *Sommet du G20 : Macron à la peine au milieu des fauves*, www.lejdd.fr, 1^{er} décembre 2018.

16 Éditorial, *Il faut sauver la gouvernance mondiale*, Le Monde, 10 novembre 2018, p. 25. 17 Hubert Védrine, *La tragédie d'Alep symbolise l'effondrement des politiques occidentales guidées par la morale et l'éthique*, Le Monde, 15-16 janvier 2017, pp. 14-15.